

R-16-2004

**Projet de recherche sur les quinze ans
de la table de concertation :
Vivre Saint-Michel en Santé (VSMS)
Phase I : Profil de la communauté**

par Sambou Ndiaye
Sous la direction de Jean-Marc Fontan,
Marie Bouchard et Benoît Lévesque (UQAM),
et Marguerite Mendell (U. Concordia)

*Projet en partenariat avec
Centraide du Grand Montréal*

Novembre 2004

ISBN : 2-89276-338-X

Note sur l'auteur :

Sambou Ndiaye est doctorant en Sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC-ÉS

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahier :

- des **cahiers de recherche -série R** -(couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat ;
- des **cahiers de transfert -série T** -(couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire ;
- des **cahiers d'interventions -série I** -(couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné ; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site WEB de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : www.aruc-es.uqam.ca.

Jean-Marc Fontan
Codirecteur

Nancy Neamtan
Codirectrice

Table des matières

Liste des tableaux	iii
<i>Liste des tableaux.....</i>	<i>iii</i>
Liste des abréviations, sigles et acronymes	v
Remerciements	vii
Résumé	ix
Introduction	1
1. Évolution historique de Saint Michel.....	5
1.1 <i>Du 18^e à la Seconde Guerre mondiale : création et construction d'une ville.....</i>	<i>5</i>
1.2 <i>De 1946 à la fin des années 1960 : l'essor démo-économique de Saint-Michel.....</i>	<i>7</i>
1.3 <i>Des années 1970 à la fin des années 1980 : le déclin d'une ville devenue un quartier de Montréal</i>	<i>8</i>
1.4 <i>À partir des années 1990 : un territoire à la recherche de renouveau et de redéfinition de sa vocation</i>	<i>11</i>
2. Profil démo-économique du quartier Saint-Michel.....	13
2.1 <i>Tendances démographiques</i>	<i>13</i>
2.2 <i>L'immigration.....</i>	<i>15</i>
2.3 <i>La pauvreté urbaine</i>	<i>17</i>
2.4 <i>Profil économique du quartier de Saint-Michel.....</i>	<i>18</i>
3. Évolution du Profil communautaire dans le quartier de Saint-Michel	25
3.1 <i>Années 1960-1970 : présence marquante de l'Église et des services publics</i>	<i>25</i>

3.2	<i>Début des années 1980 : une plus grande affirmation des acteurs locaux</i>	27
3.3	<i>Milieu des années 1980 : première expérience de concertation locale</i>	29
3.4	<i>Début des années 1990 : démarrage d'une nouvelle expérience de concertation locale ou « Rendez-vous de la dernière chance »</i>	31
Conclusion		37
Bibliographie		41
 Liste des annexes		
Annexe I	Liste des personnes interviewées.....	43
Annexe II	Liste de l'offre publique, communautaire et privée au sein du quartier Saint-Michel.....	47
Annexe III	Glossaire.....	53
Annexe IV	Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS.....	57

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Tableau comparatif des caractéristiques démographiques de Saint-Michel par rapport à l'arrondissement et à la ville de Montréal (2001)	14
Tableau 2 :	Évolution démographique du quartier Saint-Michel (1921-2001)	15
Tableau 3 :	Portrait de l'immigration (2001).....	16
Tableau 4 :	Origine ethnique des habitants (2001).....	16
Tableau 5 :	Vagues d'immigration (1991-2001)	17
Tableau 6 :	Langues parlées à la maison	17
Tableau 7 :	Niveau de Scolarité (2001).....	18
Tableau 8 :	Rythme d'accroissement de la pauvreté entre 1981 et 1986	19
Tableau 9 :	Indicateurs économiques du quartier de Saint-Michel (recensement de 1996).....	19
Tableau 10 :	Données économiques (2001)	20
Tableau 11 :	Structure des professions de la population du CLE de Saint-Michel (1996).....	21
Tableau 12 :	Répartition des établissements et des emplois par secteurs d'activités économiques (2000) dans le quartier Saint-Michel	22
Tableau 13 :	Proportion des populations vivant sous le seuil de revenu entre 1990-2000.....	22
Tableau 14 :	Groupe promoteur de VSMS (1991) (par ordre alphabétique).....	32
Tableau 15 :	Offre publique, communautaire et privée au sein du quartier Saint-Michel en 2004.....	36

Liste des abréviations, sigles et acronymes

ADDS :	Association de défense des droits sociaux
ADDM :	Association pour la défense des droits des Michelois
ARUC-ÉS :	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
CECRG :	Centre éducatif communautaire René-Goupil
CDÉC :	Corporation de développement économique communautaire
CLSC :	Centre local de services communautaires
CLE :	Centre local d'emploi
PARI :	Projet d'aménagement résidentiel et industriel de Saint-Michel
INRS :	Institut national de recherche scientifique
UQAM :	Université du Québec à Montréal
VSMS :	Vivre Saint-Michel en santé

Remerciements

Cette recherche a été réalisée grâce au soutien financier de Centraide du Grand Montréal.

Nous remercions pour leur participation au comité de suivi de la recherche les personnes suivantes :

Pour Centraide du Grand Montréal :

Lyse Brunet : vice-présidente-développement social

Chantal Grandchamp : conseillère en planification et développement

Odette Viens : conseillère en planification et développement

Pour Vivre Saint-Michel en santé :

Daniel Duranleau : coordonnateur Vivre Saint-Michel en santé

Pierre Durocher : chargé de projet du chantier de revitalisation urbaine et sociale du quartier Saint-Michel

Résumé

Ce document présente les résultats de la première phase d'une recherche plus vaste sur les « Quinze ans de la table de concertation Vivre Saint-Michel en Santé », laquelle se veut une analyse de cette expérience de concertation dans le quartier Saint-Michel. Est présentée dans ce rapport une analyse descriptive du quartier en trois temps : l'historique du quartier, le profil socio-économique et démographique ainsi que l'histoire de la dynamique communautaire.

Saint-Michel, jadis une ville, est aujourd'hui un quartier de Montréal qui se caractérise par une forte présence multiculturelle qui se recompose perpétuellement, un état de pauvreté élevé et une mobilité importante de sa population. Territoire d'accueil ou de passage pour les migrants et espace de refuge pour les populations démunies, ce quartier est marqué par une absence de sentiment d'appartenance territoriale.

Le déclin politique et économique qu'a subi la ville de Saint-Michel avec sa fusion à Montréal et l'affaiblissement de ses principales industries a fait émerger, au début des années 1980, une dynamique d'appropriation locale via les mouvements communautaires de plus en plus nombreux. Certains agissent selon une logique de revendication face aux pouvoirs publics tandis que d'autres concentrent leurs actions selon des intérêts sectoriels, notamment en réponse aux besoins des communautés ethniques. Une dynamique qui se fait cependant en vase clos sans réelle concertation. Ce n'est qu'à partir de 1990 qu'une réelle concertation territoriale va se mettre en place avec la naissance d'un organisme intersectoriel et multi réseaux dénommé Vivre Saint-Michel en santé, lequel vise l'amélioration de la qualité de vie dans le quartier. Inspiré de l'expérience des « Villes et Villages en Santé » initiée par l'Organisation Mondiale de la Santé en 1984 mais apparu seulement en 1987 au Québec cet organisation constitue un leadership territorial composé des paroisses, du réseau communautaire, des services sociaux et de la Ville de Montréal. La communauté dispose donc maintenant d'outils de gouvernance, d'une expertise et de réseaux supports importants. Mais cette communauté donne l'impression de ne pas avoir totalement complété le travail d'intégration des forces vives de la société civile qui la composent.

Introduction

Le présent rapport constitue la première phase d'un projet de recherche sur les « Quinze ans de la table de concertation Vivre Saint-Michel en Santé ». Le projet a été élaboré à la suite d'une demande de Centraide du Grand Montréal adressée à l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), dans le but de dégager un ensemble de questions relatives à la portée et à l'incidence de l'expérience de la table de concertation « Vivre Saint-Michel en santé » (VSMS). Cette table se propose d'œuvrer à la promotion et à la réalisation d'actions concrètes visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens et citoyennes d'un des quartiers les plus défavorisés de Montréal.

Issu d'organismes de charité oeuvrant auprès de différents groupes de la population, Centraide du Grand Montréal apparaît comme l'héritier d'une longue tradition d'entraide. En 1966, fut mise en place la Campagne des fédérations du Grand Montréal à partir de l'union de cinq fédérations¹ oeuvrant dans la collecte de fonds et allouant des fonds à des organismes sociaux et communautaires des territoires desservis par les diocèses de Montréal et de St-Jean. Le 10 mai 1975, la Campagne des fédérations du Grand Montréal devient Centraide Montréal et en 1992, le nom « Centraide du Grand Montréal » fut retenu afin de mettre en exergue sa polarisation territoriale couvrant l'île de Montréal, Laval, une partie de la Rive-Nord et une partie de la Rive-Sud de Montréal.

Centraide du Grand Montréal vise à mobiliser des ressources financières et des bénévoles dans le but de promouvoir l'entraide et l'*empowerment* au sein des communautés. Ayant comme vision « Bâtir des communautés d'entraide »², cet organisme ne se limite pas seulement au soutien accordé aux organismes communautaires. Centraide du Grand Montréal fait partie des 126 Centraide-United Way intervenant à l'échelle de tout le Canada.

¹ Il s'agit de la Fédération des oeuvres de charité canadiennes françaises, de l'United Red Feather, de l'Association des oeuvres de santé, de la Fédération et Conseil de bien-être de la Rive-Sud, de la Federation of Catholic Community Services.

² Centraide Grand Montréal. 2000. Bâtir des communautés d'entraide et soutenir leur capacité d'agir, 32p.

Concernant le quartier Saint-Michel, Centraide est une des fondations les plus actives. Elle appuie des initiatives de développement social portées par des organisations communautaires ainsi que des initiatives de concertation.

C'est en vue de systématiser les connaissances sur cette expérience de concertation dans le quartier Saint-Michel que cette recherche sur VSMS a été envisagée. Les principaux objectifs de cette recherche consistent à :

- dresser un court portrait des conditions d'émergence et de développement de VSMS (portrait monographique de VSMS);
- identifier de façon spécifique le rôle des partenaires financiers dans le développement de VSMS, particulièrement le rôle réalisé par l'organisation Centraide du Grand Montréal;
- cartographier les modalités de gouvernance à l'intérieur de VSMS (implique un portrait minimum du quartier et de son tissu organisationnel);
- dresser un portrait des capacités et des limites d'intervention de VSMS;
- identifier les innovations sociales mises en œuvre dans le quartier par VSMS;
- codifier les innovations;
- identifier l'incidence de ces innovations sur les organisations membres de VSMS et sur la communauté en général;

L'étude cherchera donc à systématiser les connaissances sur trois dimensions majeures de l'expérience de concertation dans le quartier de Saint-Michel :

1. déterminer les conditions d'émergence et de développement de VSMS en retraçant l'évolution historique et démo-économique (1981-2001) du quartier ainsi que la nature et la portée de l'offre sociale (organisations communautaires), publique et privée (fondations) en termes d'interventions;
2. dresser un portrait des capacités et des limites d'intervention de VSMS en insistant notamment sur l'étude de son mode de gouvernance et de sa capacité d'action;
3. et enfin, déterminer l'impact de VSMS en termes de « valeur sociale ajoutée » produite sur le territoire, à savoir le quartier de Saint-Michel.

Sur le plan méthodologique, l'étude réalisée s'inscrit dans le paradigme de la recherche-action et s'appuiera sur l'utilisation d'outils de type qualitatifs, à savoir :

- l'analyse documentaire;
- la réalisation d'entrevues individuelles auprès de personnes ressources clés;

- la tenue de groupes de discussion;
- l'observation participante au sein de VSMS.

Le présent rapport constitue la première phase du projet de recherche portant sur l'étude des conditions d'émergence de VSMS. La deuxième phase portera sur l'étude détaillée de la table de concertation VSMS.

Le présent rapport contient trois parties.

- La première partie retracera l'évolution historique du quartier Saint-Michel, du 18^e siècle à la fin des années 1990.
- La seconde partie portera sur la description du profil démo-économique du quartier.
- La troisième partie insistera sur le profil communautaire ainsi que sur l'offre publique (paliers gouvernementaux) et privée (fondations) de services dont bénéficie le quartier.

Limites de l'étude

Le portrait que nous présentons dans ce premier cahier de recherche sur VSMS présente des données historiques et empiriques, mais aussi une lecture de l'évolution historique de la dynamique communautaire dans le quartier Saint-Michel.

Cette lecture historique, nous la reconstruisons en grande partie à l'aide des discours présentés par les principaux leaders de la communauté ou via des analyses réalisées par des intervenants du secteur public. Ces leaders appartiennent tant à des organisations des communautés dites de souche qu'à des représentants de communautés dites culturelles. Notre échantillon compte davantage de leaders de communautés de souche que ceux de communautés culturelles. Certains biais découlent de la méthodologie utilisée.

Par communauté de Saint-Michel, il est souvent fait référence à une communauté qui malgré son hétérogénéité se présente comme une entité relativement unie face au devenir du territoire du quartier Saint-Michel. Notre enquête n'a pas permis de mesurer les écarts de perception que pouvaient avoir des représentants d'organisations de la société civile entre l'usage qu'ils font du terme communauté et celui que nous venons de définir. Il peut donc exister un écart de perception.

De même, la notion de territoire que nous présentons est fortement liée à une logique administrative. Saint-Michel est avant tout un territoire construit sur une base politique municipale. Considérer le territoire, comme le fait à plusieurs reprises le texte qui suit, comme un tout autonome ayant sa propre dynamique et logique de développement, découle plus du discours de certains acteurs que de la réalité propre au développement même de cet espace. En d'autres mots, le territoire Saint-Michel est un espace où se matérialisent et se définissent des enjeux sociaux entre des acteurs qui ont ou n'ont pas le même rapport au territoire local. Objet de revendication et de lutte, le territoire Saint-Michel témoigne de la dynamique des rapports sociaux en milieu urbain.

Le texte que nous présentons ne pose pas l'hypothèse que le développement sectoriel est moins porteur de croissance que le développement territorial. Par contre, le texte dégage le point de vue d'acteurs impliqués dans des activités sectorielles ou territoriales qui ont travaillé historiquement pour faire en sorte qu'une logique de développement territorial émerge très fortement et en arrive à jouer un rôle central dans la gouvernance locale de cet espace. Enfin, nous ne pouvons pas, à cette étape de la recherche, démontrer que les actions récentes de concertation à Saint-Michel ont favorisé une mise en valeur positive du territoire. Tout au plus, nous sommes en mesure de suivre l'augmentation de la densité organisationnelle dans un territoire qui en était dépourvu à sa naissance.

Au fil de la réalisation de ce premier volet de notre recherche, nous avons observé que la problématique interculturelle occupe une place importante au sein du quartier étudié. Nous n'avons pas eu à notre disposition d'étude qui portait sur l'analyse de la cohésion sociale et la place du « conflit » ou de tensions sociales dans le territoire de Saint-Michel (phénomène des gangs de rue par exemple). Ce genre d'étude fait d'ailleurs défaut pour l'ensemble du territoire montréalais. Cette première étape de notre recherche a permis de repérer certains vides en termes d'information sur le quartier, nous avons regroupé les pistes de recherche que nous présentons avec des éléments d'analyse dans notre conclusion.

1. Évolution historique de Saint Michel

Situé dans le Centre-Nord de l'île de Montréal, le quartier Saint-Michel fait partie de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Ce quartier est délimité au Nord par l'arrondissement de Montréal-Nord, à l'Est par celui de Saint-Léonard, au Sud par le quartier Rosemont et à l'ouest par les quartiers Villeray et Ahuntsic (voir la carte).

Quatre grandes étapes peuvent être retenues pour retracer l'évolution historique de cet ancien village qui a pris le statut de Ville avant de devenir un des quartiers de la ville de Montréal:

- du 18^e siècle à la Seconde Guerre mondiale : création et construction de la ville;
- de 1946 à la fin des années 1960 : essor démo-économique de Saint-Michel;
- des années 1970 à la fin des années 1980 : déclin d'une ville devenue quartier de Montréal;
- à partir des années 1990 : un territoire à la recherche de renouveau et en redéfinition de sa vocation.

L'analyse de ces quatre grandes phases d'évolution de Saint-Michel sera systématisée à travers la description du processus de gouvernance territoriale.

1.1 Du 18^e à la Seconde Guerre mondiale : création et construction d'une ville

Zone agricole, le territoire appelé à devenir Saint-Michel faisait partie de la propriété de la Seigneurie de Montréal appartenant à la congrégation des Sulpiciens. Ce territoire se présentait au début du 18^e siècle comme un hameau reliant la ville de Ville-Marie à Saut-au-Récollet ou encore la zone portuaire au Nord de l'île. D'un hameau peuplé essentiellement d'agriculteurs émerge, à partir du 19^e siècle, une zone d'exploitation minière qui combinera des fonctions économiques primaires, avec la présence de carrières de pierre, de forges et de fours à chaux, puis une zone où va dominer la vocation résidentielle. La mixité industrielle et résidentielle qui en résulte constitue une caractéristique majeure de Saint-Michel³.

³ Vivre Saint-Michel en Santé.1991. *Une vision du quartier*, 29p.

Quartier de Saint-Michel

MONTREAL
c'est toi *ma* ville!

Pour en savoir plus...
Consultez le site web de la Ville de Montréal

6

En 1911, la fondation de la première paroisse, celle de Saint-Bernardin-de-Sienne, donne le signal à l'évolution institutionnelle de Saint-Michel. En 1912, cette paroisse devient le village Saint-Michel-de-Laval. Une charte fut accordée par le gouvernement du Québec en février 1914 au village, laquelle a permis le 5 mars 1915 la création de « Ville Saint-Michel ».

L'évolution démographique de la ville fut lente durant ces premières années. Près de dix ans après sa création, c'est-à-dire en 1921, la ville de Saint-Michel ne comptait pas encore 1 000 personnes. En 1931, elle comptait 1 330 habitants. Au début des années 1940, la ville de Saint-Michel comptait 335 locataires, 963 propriétaires, six industries et dix commerces⁴. En 1946, la population atteint 6 000 personnes.

1.2 De 1946 à la fin des années 1960 : l'essor démo-économique de Saint-Michel

À l'instar d'autres territoires du grand Montréal, les transformations sociales qui apparaissent à partir de la Deuxième Guerre mondiale constituent un déterminant pour comprendre l'évolution de Ville Saint-Michel. Il s'agit notamment du boom démographique, faisant passer la population de 6 000 à 68 000 habitants entre 1946 et 1964. Nombre de paroisses sont créées pour accueillir les soldats de retour de la guerre ou pour loger les familles qui quittent la ville de Montréal pour s'installer dans les banlieues immédiates. Saint-Michel constitue alors une de ces banlieues, ce qui explique le fait que 80 % des logements du quartier aient été construits après 1946⁵.

L'autre élément déterminant l'évolution de Saint-Michel est lié à l'expansion des carrières Francon et « National Quarry », plus connue sous le nom de carrière Miron suite à son acquisition en 1947 par les frères Miron. Ces deux carrières constituent des éléments structurants de l'identité territoriale de Saint-Michel, un territoire de moins en moins agricole devenu un important centre minier québécois. On y produit du sable, de la pierre concassée, du ciment, de l'asphalte, des blocs de béton... S'y ajoute, le développement du secteur manufacturier avec de petites entreprises de textile, de

⁴ Source : <http://www.arrondissement.com/villeraystmichelparceextension> (données du Journal Communautaire: Le Monde)

⁵ VSMS.1996. *Coup d'œil sur Saint-Michel. Portrait du quartier Saint-Michel*, 57p.

vêtements, de boissons, d'imprimerie...⁶ Cette dynamique industrielle favorise l'installation d'une importante population ouvrière aux origines ethniques multiples, dont particulièrement les Italiens qui vont s'implanter dans la ville entre 1945 et 1960.

Le retour des soldats, le « baby boom » d'après guerre, l'expansion des carrières et le développement du secteur manufacturier, ainsi que la construction de l'autoroute métropolitaine en 1960, constituent les principaux facteurs explicatifs de l'accroissement rapide de la population et de l'essor économique important de Ville Saint-Michel.

Cette croissance démographique est à l'origine de l'installation de services publics comme l'Hôpital Saint-Michel, le Département des parcs, le Services des incendies. En même temps, cette croissance rapide a donné lieu à une urbanisation spontanée, sans planification, causant beaucoup d'incohérences en matière d'aménagement de l'espace et est à l'origine de certaines nuisances qui singularisent encore aujourd'hui la dynamique territoriale de ce quartier. Par exemple, alors que les deux carrières occupent 42 % de l'espace du quartier, l'autoroute métropolitaine quant à elle divise le quartier en deux parties (nord et sud), sans parler de l'éparpillement des industries manufacturières au sein de zones fondamentalement résidentielles. Ces ruptures territoriales constituent une des caractéristiques principales du quartier. Elles résultent d'un développement ayant échappé à toute pratique de planification et d'aménagement des autorités municipales.

1.3 Des années 1970 à la fin des années 1980 : le déclin d'une ville devenue un quartier de Montréal

C'est à partir de la fin des années 1960 que Saint-Michel connaît un déclin tant sur le plan économique que politique. La vocation industrielle du quartier s'estompe avec l'arrêt des activités extractives des carrières : « Les industries principales de Saint-Michel sont maintenant des entreprises manufacturières, des entrepôts et des ateliers de fabrication et de réparation » (VSMS, 1991 : 4).

À l'image de ce qui se produit dans d'autres quartiers de Montréal et des quartiers de métropoles nord-américaines, les conséquences de l'urbanisation anarchique suscitent la

⁶ Vivre Saint-Michel en Santé.1991. *Une vision du quartier*, 29p.

contestation sociale⁷ qui trouvera, dans les problèmes politiques de l'administration municipale de l'époque, un cadre pour exprimer le mécontentement des populations par rapport au mode de gestion de la Ville. C'est ce qui a justifié la mise sous tutelle puis l'organisation d'un référendum à l'échelle de Saint-Michel, en octobre 1968 où on verra pour une première fois au Québec, la possibilité offerte aux locataires de pouvoir décider de l'avenir de leur lieu de résidence en accédant au droit de vote au même titre que les propriétaires.

Les résultats de ce référendum vont dans le sens de la fusion de la Ville Saint-Michel à la Ville de Montréal. Ainsi, Saint-Michel devient en 1968 un quartier de Montréal, lequel sera intégré dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc Extension lorsque ce dernier sera créé à la fin des années 1980.

La transformation de la carrière Miron en site d'enfouissement des déchets domestiques en 1968 et beaucoup plus tard, en 1984, de celle de la carrière Francon en un site de dépôt de la neige usée pour la ville de Montréal, constituent des décisions durement ressenties par la population de Saint-Michel.

En 1979, la levée de l'expropriation d'une partie de la carrière Miron par la Ville de Montréal, engendrant la fermeture du parc et de la 2^{ième} avenue⁸, avait mobilisé la population du quartier ainsi que les élus, tous partis politiques confondus, autour d'organisations locales comme l'Association pour la défense des droits des Michelois (ADDM). Après 18 mois de mobilisation sociale, une ordonnance reculant le dynamitage de 300 mètres fut prise, sauvant ainsi un espace qui sera occupé par l'entreprise « Le Cirque du Soleil » (comme nous le verrons dans la section 1.4). À partir des années 1980, le vent de mécontentement donne naissance à une grande mobilisation populaire contre le site d'enfouissement. Il en ressort le Projet d'aménagement résidentiel et industriel de Saint-Michel (Le PARI) qui mènera la lutte du quartier jusqu'à la fermeture du site d'enfouissement en 2000.

⁷ Cette contestation est alimentée par un vent de mobilisation des comités de citoyens dans les centres urbains du Québec qui, dès la fin des années 1960, réagissent aux abus des propriétaires et aux grands projets de réaménagement urbain.

⁸ Il s'agit du parc et de la rue jouxtant la carrière Miron que la Ville voulait désormais intégrer dans le site d'exploitation.

Il importe de noter que le redéveloppement du quartier est orchestré à la fois par une dynamique volontariste de mobilisation de ressources internes et externes au quartier de Saint-Michel et par une dynamique marchande de mobilisation de ressources privées. Il en est ainsi concernant le redéveloppement industriel d'une partie de la carrière Francon, celle de la bande de terrains situés en bordure du boulevard Pie-IX. Cette action de redéveloppement est mal connue et peu documentée. Il y a là une piste de recherche à explorer.

Durant les années 1980, la population du quartier atteint un sommet de 72 586 personnes, dont 13 250 familles locataires et 5 500 familles propriétaires, traduisant l'inversion de la tendance constatée au début de la création de la ville, avec notamment une majorité de propriétaires. Ce fut au cours des années 1980 que la diversification de la population sera plus prononcée à travers une forte immigration d'Haïtiens faisant passer le nombre d'immigrants de l'arrondissement de 9 770 entre 1971 et 1980 à près de 16 000 entre 1981 et 1990 (INRS, 2001 : 4). Cette diversité culturelle fait de Saint-Michel un territoire d'accueil des migrants et de concentration des communautés culturelles (haïtienne, latino-américaine, cambodgienne). Toutefois, du fait du cloisonnement de ces communautés autour de la prise en charge et de la promotion de leurs membres, l'hétérogénéité culturelle qui caractérise le quartier Saint-Michel semble favoriser davantage l'identité culturelle (cf point 2.2.). C'est cela qui explique, de l'avis de nos enquêtés, le faible sentiment d'appartenance des habitants autour d'une identité territoriale dans le quartier.

L'émergence de ces problématiques sociales (urbanisation spontanée, forte proportion de locataires au vu du nombre de propriétaires de logements, paupérisation...), conséquence du déclin économique, va ainsi accélérer la mise en place de nombreuses organisations communautaires et de services sociaux dans le quartier. Un forum sera tenu durant l'automne 1984 lequel permettra de dégager trois pistes d'action et groupes de travail pour intervenir sur l'avenir du quartier, à savoir : l'environnement, les personnes âgées et les jeunes. (cf. le point 3.3).

1.4 À partir des années 1990 : un territoire à la recherche de renouveau et de redéfinition de sa vocation

Avec l'accentuation du déclin politique et économique du quartier, une action sociale émerge, portée par une pluralité d'acteurs parmi les plus actifs dans le quartier. Il s'agissait notamment des organisations communautaires, des conseillers municipaux du quartier, une petite élite locale ainsi que des responsables de services publics comme la Direction de la santé publique et le Centre local de services communautaires (CLSC). Des organisations comme le Centre éducatif communautaire René-Goupil, le Carrefour populaire, le PARI vont faire partie des structures de base qui vont canaliser l'énergie mobilisatrice des populations frustrées par les résultats mitigés de la fusion de Saint-Michel à la Ville de Montréal ainsi que par l'émergence d'une problématique d'exclusion socio-économique⁹.

La différence entre cette nouvelle mobilisation et celles antérieures réside dans l'ancrage social du mouvement marqué par une plus grande présence d'organisations communautaires à côté des organisations offrant des services publics, des élus et des citoyens. C'est dans ce cadre qu'une nouvelle démarche sera expérimentée, à partir de 1990, par les acteurs mentionnés plus haut. Ils organiseront un forum à l'échelle du quartier, dénommé « Rendez-vous de la dernière chance » qui se tiendra en 1991 et réunira 200 citoyens et représentants d'organismes. Ce forum va donner naissance à un organisme de concertation intersectorielle et multi réseaux dénommé « Vivre Saint-Michel en santé » qui se structurera autour de 11 comités de travail. La prise de conscience de la nécessité, pour les nombreuses initiatives locales, d'agir en synergie par une concertation locale intersectorielle qui unirait les divers réseaux d'intervention ainsi que les diverses zones géographiques du quartier, sera fortement affirmée. (Nous reviendrons sur ce point dans la troisième partie de ce texte).

Sous l'instigation du PARI, avec l'appui de VSMS, des citoyens et des élus, la communauté de Saint-Michel réalise une action dynamique d'amélioration de la qualité de vie dans le quartier. Il en découlera diverses initiatives dont celle entourant la reconversion du site d'enfouissement en un complexe environnemental, le « Complexe

⁹ Le profil communautaire sera traité dans la troisième partie du texte.

environnemental Saint-Michel ». VSMS cherchait alors à revaloriser le site de la carrière Miron en mettant l'accent sur des espaces culturels. Une conjoncture politique a favorisé la mise en place à Saint-Michel du premier projet découlant du programme des infrastructures instauré par le gouvernement fédéral. Cette conjoncture a aussi été favorable à la localisation sur le site en reconversion de l'entreprise multinationale québécoise « Le Cirque du Soleil ».

C'est avec l'adoption en 1994 de sa politique de développement communautaire que la Ville de Montréal va reconnaître et soutenir financièrement les tables de concertation de quartier. Celles-ci deviennent ainsi des interlocuteurs avec lesquels vont composer les instances municipales. L'histoire du développement en dents de scie de la nature et de la densité de ces relations entre les instances de concertation locale de Saint-Michel et les instances municipales de la Ville de Montréal reste à écrire, peu d'information existe présentement sur cette question qui apparaît vitale pour le développement futur du quartier.

2. Profil démo-économique du quartier Saint-Michel

Dans cette partie, il s'agira d'identifier les caractéristiques distinctives du quartier Saint-Michel. Deux angles d'analyse seront privilégiés, à savoir les variables démographiques et la situation socio-économique.

2.1 Tendances démographiques

Deuxième arrondissement le plus peuplé de la Ville de Montréal en 2001 avec ses 145 485 résidents établis sur un territoire de 15,54 km², la zone Villeray-Saint-Michel-Parc Extension constitue une zone de pauvreté et un espace marqué par une forte diversité culturelle¹⁰.

En 1996, l'arrondissement comptait 141 663 habitants, soit 8 % de la population de Montréal. Son évolution démographique indique une diminution de la population entre 1991 et 1996 de 1,3 % qui est compensée par une augmentation de 2,6 % entre 1996 et 2001¹¹, confirmant le fait que cet arrondissement dispose de la plus forte densité dans la ville, à savoir 9 064 habitants au km². On peut également constater que 35 % des ménages sont composés d'une personne et que parmi les 35 405 familles qui y habitent en 1996, 87 % des familles monoparentales sont dirigées par des femmes. (Ville de Montréal, 2001)

En 2001, le quartier Saint-Michel, avec une population estimée à 59 378 habitants regroupait 41 % des habitants de l'arrondissement¹². Le quartier partage avec ce dernier son caractère peuplé, expressif de sa forte densité (6 115 habitants au km², le double de celle de la ville qui est de 3 625 habitants au km²), la prédominance féminine (53 %) ainsi que l'ampleur des familles monoparentales (29 %). Toutefois, Saint-Michel révèle des

¹⁰ Ville de Montréal. 2001. *Profil socio-économique de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension*, 12p.

¹¹ INRS-Urbanisation / Emploi Québec de Montréal. 2001. *Caractéristiques socioéconomiques et sociodémographiques du Centre local d'emploi. Fiche de synthèse Saint Michel*, Mars 2001, 17p

¹² Groupe de travail multiréseau sur les portails des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc Extension. 2001. *Profil de Saint Michel*, Décembre 2003.

traits plus accentués au niveau de la répartition des classes d'âge avec 20 % de sa population âgée de moins de 14 ans et 14 % de personnes âgées de plus de 65 ans.

Tableau 1
Tableau comparatif des caractéristiques démographiques de Saint-Michel par rapport à l'arrondissement et à la ville de Montréal (2001)

Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Montréal
Répartition selon genre			
Population totale	59 378	145 485	1 812 683
Hommes	47 %	49 %	48 %
Femmes	53 %	52 %	52 %
Volume			
Densité	6 115	9 064	3 625
Nombre moyen d'enfants	1,3	1,2	1,1
Familles monoparentales	29 %	25 %	21 %
Classes d'âges			
0-14 ans	20 %	17 %	16 %
15-24 ans	14 %	14 %	13 %
25-64 ans	53 %	55 %	56 %
65 ans et plus	14 %	13 %	15 %
Déménagement			
Personnes ayant déménagé au cours des 5 dernières années	44 %	49 %	48 %

Source : Profil de quartier Saint-Michel. Décembre 2003, préparé pour le Groupe de travail multiréseau sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc Extension

L'évolution démographique de Saint-Michel révèle une progression lente entre 1921 et 1931 mais qui va s'accélérer à partir de 1941. C'est ainsi que le boom démographique d'après-Guerre explique l'augmentation exponentielle de la population en 20 ans (1946-1964), passant de 6 000 à 68 000 habitants. Cette phase de croissance démographique, qui sera maintenue sous l'effet de l'immigration haïtienne, va ralentir au début des années 1970. Le ralentissement de la croissance de la population dans le courant des années 1980 précède le déclin démographique qui est constaté au cours de la décennie 1980 (voir tableau 2). Depuis le début des années 1990, on observe une lente croissance démographique de la population à Saint-Michel.

Tableau 2
Évolution démographique du quartier Saint-Michel (1921-2001)¹³

Années	Nombre d'habitants
1921	-1 000
1931	1 330
1941	2 800
1946	6 000
1968	68 000
1980	72 586
1991	51 173
1996	57 927
2001	59 378

Source : Données corrélées :

<http://www.arrondissement.com/villeraystmichelparcextension>

(données Journal Communautaire: Le Monde) et Profil du quartier (2004)

Le quartier Saint-Michel apparaît à la fois comme un territoire d'accueil ou de passage pour les migrants ainsi qu'un espace refuge pour les populations démunies d'autres quartiers fuyant la hausse du prix des loyers. D'ailleurs, une étude qualitative récente révèle que 37 % des résidants estiment très ou assez probable l'éventualité de déménager dans les deux années à venir. Cette tendance à la mobilité concerne notamment les personnes âgées de 18 à 34 ans (35 %), les détenteurs de diplômes d'études collégiales ou universitaires (26 %) ainsi que les non francophones (25 %).¹⁴

2.2 L'immigration

La mobilité dans Saint-Michel est fortement liée à la circulation permanente d'immigrants qui fait de Saint-Michel, un quartier d'accueil et / ou de transition. Le caractère multiethnique constitue désormais un trait structurant de ce quartier qui concentré en 2001, 42 % d'immigrants (contre 28 % pour la ville). En outre, la population de souche ne représente que 30 % contre 49 % pour la ville et 33 % pour l'arrondissement. Ainsi, Saint-Michel se révèle comme l'une des zones de résidence les plus investies par les communautés culturelles (41 %) au total comparativement à

¹³ L'absence de données concernant certaines périodes ont empêché une analyse socio-démographique plus approfondie notamment pour la période 1946 à 1968.

¹⁴ Groupe Gignac communication marketing (2004). Étude qualitative auprès des citoyens du quartier Saint-Michel, 43 pages, p. 37.

l'arrondissement (38 %) et surtout à la ville qui ne compte que 21 %. Les minorités visibles les plus présentes dans le quartier sont constituées de noirs (43 %), de latino-américains (19 %) et d'asiatiques du Sud-Est (17 %).

Tableau 3 : Portrait de l'immigration (2001)

Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Montréal
Statut d'immigrant			
Population immigrante	42 %	41 %	28 %
Population non immigrante	57 %	56 %	71 %
Minorités visibles			
Total population des minorités visibles	41 %	38 %	21 %
Noir	43 %	30 %	30 %
Latino-américain	19 %	16 %	12 %
Asiatique du Sud-est	17 %	13 %	8 %
Chinois	8 %	7 %	10 %

Source : Profil de quartier Saint-Michel. Décembre 2003. Préparé pour le Groupe de travail multiréseau sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc Extension

Toutefois, l'origine ethnique des immigrants est en perpétuelle recomposition. Si, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce furent les Italiens qui étaient les premiers migrants dans ce quartier, plus tard, à la fin des années 1970, on notera plusieurs vagues d'immigrants Haïtiens. La tendance récente laisse entrevoir l'arrivée de plus en plus de personnes originaires d'Afrique du Nord, notamment de l'Algérie et du Maroc (cumul de 22 %).

Tableau 4 : Origine ethnique des habitants (2001)

Origines ethniques des habitants			
Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Montréal
Population de souche	30 %	33 %	49 %
Italien	16 %	11 %	9 %
Haïtien	16 %	9 %	4 %
Portugais	4 %	4 %	2 %
Autres réponses uniques	25 %	37 %	32 %
Pays de naissance des nouveaux immigrants (1996-2001)			
Haïti	23 %	11 %	5 %
Algérie	15 %	10 %	9 %
Maroc	7 %	5 %	5 %
Vietnam	3 %	2 %	1 %
Chine	3 %	3 %	8 %

Source : Profil de quartier Saint-Michel. Décembre 2003

Par ailleurs, il faut noter la tendance à la baisse des vagues d'immigration dans le quartier, depuis le début des années 1990, contrairement à celles constatées dans l'arrondissement et dans la Ville.

Tableau 5 : Vagues d'immigration (1991-2001)

Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Montréal
Vagues d'immigration			
% immigration			
1991-1995	18 %	19 %	17 %
1996-2001	16 %	21 %	21 %

Source : Profil de quartier Saint-Michel. Décembre 2003

En effet, durant la période 1981-1990, les nouveaux immigrants ont dépassé la barre des 15 000 arrivants dans le quartier, avec notamment les Haïtiens et Italiens (INRS, 1991). Toutefois, tandis que la proportion d'immigrants de Saint-Michel diminuait de 18 % à 16 % entre 1991-1995 et 1996-2001, elle augmentait durant ces mêmes périodes de 19 à 21 % pour l'arrondissement et de 17 à 21 % pour la ville. Cette diversité culturelle explique en partie le fait que 6 % des habitants de Saint-Michel ne parlent ni le français ni l'anglais (7 % pour l'arrondissement) triplant ainsi le taux de Montréal. Mais, à l'instar de la ville, 64 % des habitants du quartier parlent le français à la maison.

Tableau 6 : Langues parlées à la maison

Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Montréal
Langues parlées à la maison			
Français	64 %	59 %	64 %
Italien	8 %	5 %	2 %
Espagnol	5 %	4 %	1 %
Anglais	5 %	6 %	23 %
Vietnamien	4 %	3 %	1 %
Chinois	3 %	2 %	1 %
Autres réponses uniques	12 %	21 %	8 %

Source : Profil de quartier Saint-Michel. Décembre 2003.

2.3 La pauvreté urbaine

Différents indicateurs permettent de rendre compte de la situation de pauvreté rencontrée dans Saint-Michel, dont les revenus, le niveau d'éducation, la qualité de l'habitat, l'état de santé de la population. L'analyse de ces indicateurs révèle que ce quartier compte l'un

des plus faibles taux de scolarisation de Montréal en 2001 avec près de 30 % des personnes âgées de plus de 20 ans qui n'ont pu dépasser neuf années d'études (contre 26 % pour l'arrondissement et 15 % pour la ville). De même, seuls 13 % des habitants ont atteint le niveau d'études universitaires, ce qui est loin de la situation rencontrée à la ville avec un taux de scolarisation universitaire de 30 %. En ce qui a trait au décrochage scolaire, la situation est semblable à la situation rencontrée à la ville, autour de 32 % chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Tableau 7 : Niveau de Scolarité (2001)

Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Montréal
Scolarité de – 9 ans	29 %	26 %	15 %
Etudes universitaires	13 %	19 %	30 %
15-24 ans ne fréquentant pas l'école	33 %	35 %	32 %

Source : Profil de quartier Saint-Michel. Décembre 2003, préparé pour le Groupe de travail multiréseau sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc Extension

Par ailleurs, seuls 33 % des habitants sont propriétaires de leur logement contre 36 % pour la ville. En outre, sur les 67 % de locataires, environ 40 % d'entre eux consacrent au moins 30 % de leurs revenus pour payer leur loyer.

Enfin, sur le plan socio-sanitaire, Saint-Michel compte le plus grand taux de grossesse chez les filles âgées de 14 à 17 ans doublant de loin celui de la ville (39,5 contre 17,5 pour mille) ainsi qu'un taux de mortalité infantile assez élevé par rapport à la ville de Montréal (8,5 contre 5,6 pour mille)¹⁵. Toutefois, l'espérance de vie est la même que celle de la ville et tourne autour de 78,2 ans.

Le profil économique quant à lui révèle des taux d'activité et d'emploi moins élevés que ceux de la ville et subséquemment un plus fort taux de chômage et d'inactivité.

2.4 Profil économique du quartier de Saint-Michel

Le processus de paupérisation du quartier Saint-Michel n'est pas nouveau et remonte aux années 1980. Déjà entre 1981 et 1986, on pouvait noter l'accroissement du nombre de personnes vivant en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté respectivement de

¹⁵ CDEC Centre Nord / Ville de Montréal. 2004. *Profil du quartier Saint-Michel.2004*. Préparé par le Groupe de travail multiréseau sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension.

26,5 % à 32,9 % et de 13,1 % à 17 %, révélant le fait qu'une bonne partie de la population du quartier vit grâce à l'aide sociale.

Tableau 8 : Rythme d'accroissement de la pauvreté entre 1981 et 1986

Rubrique	1981	1986
Pauvres		
Saint-Michel	26,5 %	32,9 %
Région métropolitaine	21,3 %	24,5 %
Très pauvres		
Saint-Michel	13,1 %	17 %
Région métropolitaine	9,8 %	11,9 %

Source : Vivre Saint-Michel en Santé.1991. *Une vision du quartier*, p14¹⁶

En 1996, 45 % de la population active était occupé (tout comme dans l'arrondissement). Ce pourcentage demeure inférieur au taux d'emploi de la ville qui dépasse les 50 %, tout comme le taux d'activité (tournant autour de 55 % contre 59 % pour la ville). Quant au taux de chômage du quartier, même s'il est plus faible que celui de l'arrondissement (18 % contre 20 %), il demeure encore élevé si on le compare à la ville (15 %). Enfin, il faut noter que durant l'année 1996, 55 % de la population âgée de plus de 15 ans était composé de chômeurs et de personnes inactives, c'est-à-dire qui n'étaient ni en chômage ni occupées (INRS, 2001).

**Tableau 9 : Indicateurs économiques du quartier de Saint-Michel
(recensement de 1996)**

Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Ville de Montréal
Taux d'activité	55,1 %	56,4 %	59,4 %
Taux d'emploi	45,01 %	45,25 %	50,47 %
Taux de chômage	18,3 %	19,8 %	15,0 %

Source : CDEC Centre Nord, Décembre 2001 : portrait socio-économique de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc Extension, 11p.

En l'absence de renouveau économique, de tels traits ont continué de caractériser le quartier, mais également l'arrondissement. C'est ce qui explique qu'en 2001, c'est à Saint-Michel qu'on retrouve le revenu moyen le plus bas de Montréal (18 841 dollars contre 28 205 dollars). Enfin, on y décèle l'un des taux de chômage les plus élevés au

¹⁶ Ouellet, F. 1990. *Milieu social II. Collection Connaissance de l'état de santé de la population*, DSC Sacré-Cœur. (L'auteur ne fournit pas des indicateurs relatifs aux pauvres et aux très pauvres).

cours de l'année 2001 (12,6 % contre 9,2 % pour la ville) particulièrement chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans avec 16,5 %.

Tableau 10 : Données économiques (2001)

Rubrique	Saint-Michel	Arrondissement	Montréal
Revenu total moyen	18 841 \$	19 187 \$	28 205 \$
Fréquence des unités à faible revenu	40,2	40,7	29
Taux d'activité	58,6	60,1	62,8
Taux de chômage	12,6	13,5	9,2
Taux de chômage des jeunes 15-24 ans	16,5	15	13,2

Source : Profil de quartier Saint-Michel. Décembre 2003, préparé pour le Groupe de travail multiréseau sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc Extension

Par ailleurs, il faut remarquer que le taux d'emploi (45 % en 1996) ne justifie pas la situation de précarité dans laquelle se trouve le quartier. La réponse est à chercher certainement dans les types d'emplois plutôt que dans le statut d'occupé. À cet effet, il faut signaler que l'absence de données suffisantes ne permet pas de déterminer de manière précise les types d'emplois occupés par des résidents ainsi que le lieu de résidence des travailleurs des établissements économiques du quartier. Les seules informations disponibles concernent le territoire couvert par le Centre local d'emploi (CLE), lequel correspondant plus ou moins au territoire de l'arrondissement. Ce qu'on peut noter, c'est que 35 % de la population occupée est constituée de cadres et de professionnels techniques. Toutefois, près de 60 % des personnes occupées s'activent dans des emplois n'exigeant pas un haut niveau d'études ou une spécialisation particulière. Il s'agit d'emplois exigeant un certificat d'études secondaires ou une expérience de travail (36,9 %) et d'emplois de manœuvres exigeant un minimum d'années d'études (17,3 %).

**Tableau 11 : Structure des professions de la population
du CLE de Saint-Michel (1996)**

<i>Types de professions</i>	Proportion
Personnel cadre	4,2 %
Professionnels	9,7 %
Personnel technique et spécialisé	21,7 %
Personnel intermédiaire	36,9 %
Personnel élémentaire	17,3 %
Sans objet	10,3 %
Total	100 %

Source : INRS-Urbanisation. Emploi Québec de Montréal. 2001. Caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques du centre Local d'Emploi. Fiche synthèse CLE Saint-Michel, 17p

Les principaux établissements installés dans le quartier se retrouvent dans les secteurs d'activités qui se caractérisent par la précarité des salaires et la non exigence de compétences techniques particulières, à savoir les services à la consommation comme la restauration ou le commerce de détail (53 %) et l'industrie manufacturière (20 %) (CDEC, 2004). C'est ainsi que des observations de terrain complétées par des entretiens font ressortir le travail indépendant comme le type d'occupation le plus généralement pratiqué par les résidents du quartier. Il s'agit notamment du travail de chauffeur de taxi qui occupe beaucoup d'Haïtiens, de la vente d'articles de « seconde main » (vêtements). On peut également noter l'étalage d'un commerce de recyclage de pièces d'automobiles avec notamment des Italiens, des Haïtiens et des Latinos-américains tout au long de la rue Industriel tandis que sur la rue Saint-Michel, se développe un commerce de fruits et légumes.

Tableau 12 : Répartition des établissements et des emplois par secteurs d'activités économiques (2000) dans le quartier Saint-Michel

Secteurs d'activités	Types d'établissements	Répartition des emplois par secteurs
Services à la consommation	53 %	30 %
Manufactures	20 %	38 %
Services à la production	13 %	15 %
Services publics	11 %	14 %
Construction	3 %	4 %

Source : CDEC Centre Nord/ Ville de Montréal. 2004. Profil du quartier Saint-Michel.2004. Préparé par le Groupe de travail multiréseau sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension

Cette situation de précarité dans l'emploi explique la proportion d'individus vivant des revenus fournis par l'État. C'est ainsi que 13 % des résidents de Saint-Michel sont bénéficiaires de l'aide sociale. De plus, 25 % des revenus des habitants proviennent de transferts gouvernementaux comme l'assurance-chômage ou le régime de retraite (CDEC, 2004). En outre, si l'on se base sur le territoire desservi par le CLSC Saint-Michel, on constate que le taux de la population vivant sous le seuil de faible revenu tend à se stabiliser autour des 40 % de 1990 à 2000. Il est plus accentué chez les femmes, les personnes vivant seules et les familles monoparentales vivant avec des enfants de moins de 18 ans. Toutefois, cette proportion tend à diminuer depuis la fin des années 1990, en passant de 48 % à 41 % entre 1995 et 2000.

Tableau 13 : Proportion des populations vivant sous le seuil de revenu entre 1990-2000

Rubrique	1990	1995	2000
Total population	38,3 %	48,3 %	41 %
Femmes	41,1 %	51,1 %	43,8 %
Personnes vivant seules	60,7 %	65,6 %	64,3 %
Familles monoparentales	70,6 %	80,2 %	72,6 %

Source : CLSC Saint-Michel-Caractéristiques de la population, Direction de santé publique de Montréal : www.santepub-mtl.qc.ca/Portrait/Clsc/michel/michel.html

La situation socio-économique de Saint-Michel demeure largement confirmée par l'étude de l'INRS / Emploi Québec, visant à comparer les différents CLE de Montréal à partir d'un indice de défavorisation¹⁷. Le fait que 88 % des secteurs de recensement du Centre

¹⁷ Combinant la proportion de familles monoparentales, de personnes à faible revenu, du taux de chômage, le niveau scolaire inférieur à la neuvième année et les immigrants

local d'emploi correspondant à l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension soient déclarés comme zones très défavorisées a amené à la conclusion selon laquelle : « Le CLE Saint-Michel est le plus défavorisé de l'ensemble des 17 CLE de l'Île de Montréal » (2001, p7).

3. Évolution du Profil communautaire dans le quartier de Saint-Michel

En dehors de l'évolution historique et du profil démo-économique du quartier, l'émergence de VSMS est aussi liée à la nature et à la portée de l'offre de services publics, privés (fondations) et communautaires sur le territoire de Saint-Michel.

On peut retracer l'histoire de la dynamique communautaire de Saint-Michel à travers quatre étapes. D'abord la période des années 1960 jusqu'aux années 1970 avec une forte présence de l'Église et des services publics, ensuite le début des années 1980, marqué par une plus grande affirmation des organisations communautaires. Puis la première expérience de mobilisation sera réalisée au milieu des années 1980, avant qu'une dynamique plus mûre ne prenne le relais en 1990, donnant ainsi naissance à VSMS.

3.1 Années 1960-1970 : présence marquante de l'Église et des services publics

Dans les décennies 1960-1970, le leadership du quartier Saint-Michel était assumé par trois groupes stratégiques, à savoir les paroisses, les communautés religieuses et les intervenants des services sociaux. Ces derniers déployaient une logique d'allocation de services sociaux à un public bénéficiaire à travers des activités de prévention, de protection sociale, de consultation matrimoniale, de placement d'enfants, d'appuis aux handicapés. On notait à cette époque les interventions du Service d'aide sociale, de la Succursale du Centre de services sociaux ou encore de l'Hôpital Saint-Michel.

L'acteur le plus présent se trouvait être les représentants du clergé. En effet, les paroisses étaient très actives en matière de développement social via les services de dépannage alimentaire et de distribution de vêtements avec le réseau des sociétés Saint-Vincent de Paul. En dehors de l'allocation de services sociaux, de services de loisir ou de sport, l'Église a beaucoup contribué à la structuration du milieu en promouvant la mise en place d'organisations comme les organisations scouts ou des éclaireurs ou encore les communautés de base. Ces dernières, initiées par les paroisses et les St-Vincent de Paul dans les années 1960, regroupaient des groupes de citoyens vivant dans une situation précaire. Les religieuses-intervenantes recrutaient, regroupaient en petit groupe et animaient ces citoyens sur une base régulière pour briser leur isolement, favoriser des

échanges sur leurs besoins de base et leur faire découvrir les ressources et services du quartier pouvant leur apporter un soutien adapté et constant. Certaines paroisses ont maintenu, au fil des ans ces groupes d'entraide. Ce furent d'ailleurs de telles communautés de base qui seront à l'origine des premiers types d'organisations communautaires structurées et autonomes appelées « comités de citoyens ». Ces derniers intervenaient notamment dans les services sociaux de garderie, d'aide alimentaire et d'organisation de colonies de vacances au profit des familles démunies du quartier.

La mise en place du Centre éducatif communautaire René-Goupil (CECRG) découle de l'initiative de comités de citoyens appuyés par des religieux et des intervenants publics. Il a pour origine le Centre d'éducation populaire fondé en 1976 sous le nom de la « Boîte à tout le monde », laquelle est devenue le CECRG en 1977. Ce dernier est une des organisations structurantes du quartier. Il est un des premiers leviers de mobilisation sociale. Il a favorisé diverses actions sociales : atelier de formation pour adultes, évènements d'échanges entre habitants; promotion pour le retour aux études; développement de l'enfant, etc. Certaines de ces actions finiront par se structurer en organisations communautaires. Cette dynamique d'animation sociale, surtout concentrée dans la partie est du quartier, va beaucoup contribuer à faire reconnaître auprès des bailleurs de fonds les initiatives locales en les rapprochant notamment de sources potentielles de financement, comme ce fut le cas de l'intervention de Centraide.

Dans la partie ouest du quartier, l'organisation Carrefour populaire accentuait son action plus spécifiquement auprès des adultes à travers des ateliers d'alphabétisation, de peinture ou encore par la mise en place d'activités et de services concernant l'information, l'éducation et l'entraide. De même, naîtra un journal communautaire, « Le Monde » qui va jouer un grand rôle dans la sensibilisation de la population. À côté de ces groupes stratégiques, on note la présence de quelques organisations communautaires comme le Centre des femmes de Saint-Michel et l'Association de défense des droits sociaux (ADDS). Il faut par ailleurs noter l'existence de structures liées aux communautés culturelles comme la Maison d'Haïti (créée en 1972) et les Clubs italiens d'âge d'or. Très tôt, ces organisations à orientation ethnique vont orienter leur champ d'intervention autour de leur communauté plutôt qu'une intervention à caractère territorial.

Ainsi, jusqu'à la fin des années 1970, le quartier Saint-Michel se caractérisait par une forte présence de l'Église et des intervenants publics à côté d'un tissu communautaire faible, fragmenté ou très lié aux paroisses. La logique d'action de la plupart de ces acteurs s'orientait plus dans une perspective d'éducation populaire et de développement social. Toutefois, malgré ces interventions diverses, chaque acteur agissait dans son domaine ou avec ses populations, sans concertation avec les autres acteurs, ni avec le milieu. L'Église tentera à la fin des années 1970 de promouvoir une dynamique interne de concertation dénommée « Regroup'Action » autour de la promotion d'espaces verts, mais qui restera épisodique et circonscrite. Quant aux services institutionnels, leurs relations se limitaient à des échanges d'informations qui ne débouchaient pas sur des actions concertées. Enfin, les organisations communautaires étaient encore émergentes et se limitaient à une orientation sectorielle du fait de leur faible capacité d'action.

3.2 Début des années 1980 : une plus grande affirmation des acteurs locaux

Il faudra attendre le milieu des années 1980, avec le déclin politico-économique de Saint-Michel (une ville devenue quartier et déclin des principales industries), pour voir émerger une dynamique d'appropriation locale plus active. Il s'agit notamment d'initiatives prises par un mouvement communautaire de plus en plus dense ainsi que par des représentants de l'élite locale.

Celle-ci était composée de conseillers municipaux, de l'éditeur d'un journal local, d'un responsable d'une caisse populaire ainsi que de personnes ressources individuelles résidant dans le quartier. Leur volontarisme et leur lobbying ainsi que la mobilisation de leurs capitaux (relationnel, technique, financier) ont permis au quartier de bénéficier d'une plus grande attention au niveau des institutions publiques comme la Ville de Montréal. Malgré la bonne volonté de ces personnes et les résultats auxquels leurs initiatives ont abouti, ces leaders sociaux n'ont pu asseoir une base sociale plus large autour de leurs actions, du fait qu'ils évoluaient en dehors du cadre et de la dynamique des organisations communautaires du quartier. C'est ce qui a expliqué, pendant un certain moment, les problèmes de représentativité et de légitimité auxquels ces initiatives se sont confrontées.

Quant à la dynamique communautaire, elle se manifestait tant dans la création de nouvelles organisations communautaires que par une plus grande présence territoriale. En effet, mobilisé autour de la problématique des carrières et autres barrières physiques fragmentant le territoire du quartier, le tissu communautaire se positionnait davantage dans une logique revendicative de « syndicalisme des conditions de vie » (Favreau et Lévesque, 1999). C'est le cas de l'Association pour la défense des droits des Michelois (ADDM) qui, à travers la mobilisation des habitants et des élus, tout parti politique confondu, va arriver à constituer un groupe de pression puissant qui poussera la Ville de Montréal à revenir sur son ordonnance levant l'expropriation d'une partie de la carrière Miron. On se rappelle qu'un tel cadre juridique risquait d'engendrer la fermeture d'un parc et de la 2^e avenue (voir la partie historique). Cette logique revendicative en direction des pouvoirs publics quelques années après l'annexion du quartier par la Ville de Montréal, sera surtout portée par l'ADDM et plus tard, par le Projet d'aménagement résidentiel et industriel de Saint-Michel (PARI) au milieu des années 1980. Avec comme domaine d'action prioritaire l'environnement, cette organisation va beaucoup agir dans la promotion de l'amélioration de la qualité de vie du quartier, du fait de la mixité résidentielle et industrielle qui caractérise Saint-Michel. Le PARI constitue l'une des organisations communautaires qui a le plus contribué à structurer une mobilisation combinée des habitants, des élus, des intervenants publics et communautaires autour de la fermeture en 1999 du site d'enfouissement des déchets domestiques qu'était devenue l'ancienne carrière Miron.

D'autres organisations vont émerger durant les années 1980, à l'instar de la Maison des jeunes par la Grand'Porte, mise en place grâce à l'appui de la Paroisse Saint-René-Goupil. Cette organisation qui s'activait dans l'encadrement des adolescents à travers des activités de loisirs, de formation à la restauration, s'est orientée par la suite autour de la promotion de l'insertion par l'économie en initiant un service traiteur. En outre, fut créé dans la partie sud du quartier le Centre communautaire des aînés, intervenant comme structure de soutien et d'accompagnement en faveur des personnes âgées en matière d'animation, de travaux ménagers et de restauration.

Ainsi, la dynamique communautaire du début des années 1980 est plus dense et plus structurée qu'avant. Les organismes ont servi d'incubateurs à de nombreux projets du

quartier participant à l'amélioration des conditions de vie des habitants. Toutefois, la logique de cloisonnement autour de problèmes spécifiques, de cibles particulières et d'une parcelle du territoire, déjà constatée dans le tissu communautaire des années 1960-1970, a été reproduite. S'y ajoute l'essoufflement du milieu communautaire dépassé par l'ampleur des problématiques de pauvreté, mais également lié à la dispersion des initiatives ainsi que par la faiblesse de leurs capacités d'action en termes d'accès au financement, de mode d'intervention et de mobilisation sociale. C'est dire qu'au début des années 1980, la structuration du leadership du quartier était marquée par de multiples initiatives, mais éparées, avec des intervenants institutionnels peu sensibles à la concertation avec le milieu, un tissu communautaire actif mais centré autour de logiques sectorielles et enfin des initiatives individuelles volontaristes mais sans légitimité.

3.3 Milieu des années 1980 : première expérience de concertation locale

C'est un tel contexte qui explique l'initiation d'une expérience de concertation locale au milieu des années 1980 (années 1984-1985) portée par les services publics intervenant dans le quartier : CLSC, centre de services sociaux, Département de santé communautaire et deux organismes communautaires, à savoir le CECRG et le Carrefour populaire.

Lors du forum de concertation d'intervenants en 1984, trois pistes d'actions étaient ressorties comme constituant les priorités du quartier, à savoir l'environnement, les personnes âgées et les jeunes. C'est autour de ces priorités que trois tables de concertation sectorielle vont émerger dans le quartier de Saint-Michel. Ce cadre d'action a renforcé la dynamique d'intervention et a constitué un espace important d'échange d'informations entre services sociaux.

Toutefois, seule la table relative à l'environnement, disposant de financements et d'interlocuteurs plus attentionnés comme la Ville de Montréal, aboutira à des résultats probants concernant notamment la fermeture des carrières et leur reconversion. Cette table cherchait plus à assurer un espace de coordination des actions qu'une représentation des institutions publiques. Les deux autres tables souffraient de leur faible capacité d'action, voire leur léthargie du fait de problèmes de leadership et de circulation d'information. Mais du point de vue général, cette première expérience de concertation locale a eu des résultats

mitigés du fait de la logique sectorielle de ces tables au détriment d'une perspective plus globale et plus intégrée. Cette logique sectorielle se vérifiait d'ailleurs tant dans leur composition (les tables regroupaient surtout des intervenants institutionnels), dans leur domaine d'intervention que dans leurs cibles. Il reste que de l'avis de certains de nos informateurs, la dynamique revendicative qui caractérisait la plupart des organisations communautaires disposant par ailleurs de faibles moyens financiers, rendait difficile leur collaboration avec le milieu institutionnel. Toutefois, en favorisant un espace d'échange d'information, cette première tentative de concertation locale a surtout permis de faire ressortir un consensus autour de la nécessité de la concertation entre les différents acteurs du quartier.

Il faut souligner que les résultats mitigés de cette première expérience vont renforcer le terreau de découragement et de frustration des habitants de Saint-Michel du fait du processus de dévitalisation du quartier et du sentiment de marginalisation lié aux faibles résultats de l'annexion en termes d'offre de services publics et privés. Par exemple, on peut noter une faible présence des acteurs économiques (pas de chambre de commerce locale, pas d'associations de commerçants, pas de rues commerçantes) ainsi qu'une faible présence de commerces à grande surface (épiceries, restaurants, magasins) dans le quartier.

Il est à noter que les organisations des communautés culturelles ont manifesté peu d'empressement à s'investir dans la dynamique territoriale, préférant plutôt cibler leur champ d'intervention à leurs populations cibles dont les problématiques principales avaient pour nom : chômage endémique, décrochage scolaire, familles monoparentales, grossesses précoces des jeunes filles, problèmes de logement et d'insertion socioprofessionnelle. L'accentuation de telles caractéristiques qui font de ces communautés (notamment celle haïtienne) une concentration de populations défavorisées pousse la plupart de ces organisations communautaires à base culturelle à prioriser une logique sectorielle et ciblée. Ainsi en est-il de structures comme la Maison d'Haïti qui œuvre à l'éducation et à l'intégration des Haïtiens dans le quartier, à l'amélioration des conditions de vie et à la défense des droits ainsi qu'à la promotion de leur participation au développement de la société d'accueil. Quant à la communauté italienne, la première communauté immigrante à s'installer dans le quartier, malgré le fait que la situation socio-économique de ses membres

soit plus favorisée, elle n'a pas non plus démontré un intérêt particulier à promouvoir une mobilisation par rapport aux problèmes d'ensemble du quartier Saint-Michel, excepté la question de l'enfouissement des déchets.

Par ailleurs, il faut noter, dans la foulée des années 1980, la création des Corporations de développement économique communautaire (CDÉC) à Montréal chargées notamment de la revitalisation des quartiers anciens et de l'amélioration des conditions de vie de la population. Créée en 1988, sous le nom « Carrefour économique jeunesse du Centre-Nord », la CDÉC regroupait à ce moment-là, Villeray, Petite-Patrie et Parc Extension. Il faudra attendre la réorganisation des CDÉC en fonction des limites territoriales des arrondissements dans les années 1990 pour que Saint-Michel soit incorporé à ce qui deviendra le « Carrefour de développement économique du Centre-Nord » (en lieu et place de Petite-Patrie qui va intégrer l'arrondissement Rosemont) (Fontan, 1992).

À la fin des années 1980, Saint-Michel se présentait comme un quartier marqué certes par la pauvreté, mais également par de multiples initiatives qui restaient toutefois éparées, circonscrites et faiblement positionnées dans le développement territorial du fait d'une logique d'action sectorielle. L'expérience de concertation entamée au milieu des années 1980 par les services institutionnels n'a fait que révéler cette dispersion des acteurs et actions visant le développement du quartier. Elle manquait d'ancrage social tandis que les organisations communautaires se limitaient à des actions de survie et de services à travers une logique revendicative. À côté, des organisations liées aux communautés culturelles déployaient des actions de développement social sur une base identitaire.

C'est la prise de conscience par le milieu de tous ces éléments de blocage qui va servir d'énergie mobilisatrice, au début des années 1990, pour une concertation plus vivace non seulement entre les organisations existantes mais également avec tous les autres acteurs intervenant sur le territoire.

3.4 Début des années 1990 : démarrage d'une nouvelle expérience de concertation locale ou « Rendez-vous de la dernière chance »

Les contraintes rencontrées par cette première expérience de concertation locale ont favorisé l'émergence d'un consensus autour d'une vision dépassant le simple échange

ponctuel d'informations et d'actions autour des secteurs géographiques au profit d'actions concertées se proposant de promouvoir une coordination organique des divers acteurs à l'ensemble du quartier. Le processus constitutif de cette nouvelle tentative va démarrer durant l'année 1990 à travers la mise sur pied d'un groupe promoteur dont la caractéristique essentielle se trouvait dans la diversité et la représentativité des acteurs qui le composaient.

En effet, le groupe promoteur regroupait initialement sept personnes ressources (groupe qui s'élargissait au fur et à mesure de ses travaux) disposant de positions stratégiques dans les paroisses, le réseau communautaire, les services sociaux et de la Ville de Montréal. Il s'agissait :

- de responsables intervenants (Direction de la santé communautaire et CLSC);
- du curé de la principale paroisse du quartier (Saint-René-Goupil);
- d'une élue municipale résidant le quartier et bien introduite dans les sphères du pouvoir municipal;
- de responsables d'organisations communautaires ayant contribué à structurer le tissu communautaire du quartier (CECRG, Carrefour populaire, Maison des jeunes);
- d'un petit noyau de citoyens volontaristes évoluant dans le milieu des affaires et disposant de relations extérieures (caisse populaire, journal local...).

Tableau 14 : Groupe promoteur de VSMS (1991) (par ordre alphabétique)

Les promoteurs de VSMS : Année 1990, cinq à sept personnes de réseaux différents décident d'associer leurs efforts afin de favoriser la mobilisation autour de la mise en place d'un mouvement de concertation dans le quartier St-Michel; soit Vivre St-Michel en santé.

André Bergeron

Conseiller au Département de santé communautaire et premier coordinateur de VSMS, il a beaucoup joué dans la constitution et le démarrage de la dynamique de concertation intersectorielle dans le quartier. C'est lui qui élaborait le portrait du quartier, ayant servi de document de base au forum constitutif de VSMS. Il jouera un rôle non négligeable dans l'appropriation locale du concept de Villes et Villages en santé. Il participe actuellement aux activités du Chantier de revitalisation urbaine et social du quartier. Il faut noter qu'un tel travail a pu se faire en collaboration avec son responsable, Louis Drouin, alors Directeur du département santé communautaire qui fut très actif dans la mise en route de l'initiative VSMS. Ces deux acteurs apporteront à la dynamique naissante toute l'expertise et le soutien institutionnel nécessaires.

Micheline Daigle

Citoyenne engagée bénévolement dans divers projets communautaires du quartier, elle deviendra directrice du Centre éducatif communautaire René-Goupil (CECRG). Après quelques années à ce poste, elle fait le saut en politique et devient conseillère municipale pour le district Jean-Rivard. Sa fonction de représentation politique lui permettra de faire avancer certains dossiers au niveau de la Ville de Montréal. Elle fut l'une des élus les plus impliqués lors de la mise sur pied de VSMS.

Sylviane Di Folco

Directrice du CECRG durant 5 ans (1990 à 1995), Mme Di Folco a participé activement à mobiliser le tissu communautaire et à s'engager dans la dynamique de concertation intersectorielle. Dans cette optique, le CECRG (un centre d'éducation populaire) fût la première organisation communautaire engagée dans le groupe promoteur de VSMS. En conséquence, les intervenants du CECRG joueront aussi un rôle majeur dans le développement des projets issus de la concertation locale.

Pierre Durocher

Directeur du CLSC St-Michel durant 19 ans (1984 à 2003), Pierre Durocher s'est engagé activement dans la création et la consolidation d'organisations communautaires visant l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des citoyens. À titre d'exemples nommons le PARI St-Michel, le Carrefour populaire St-Michel, le Centre communautaire des aînés et Vivre St-Michel en santé. Son leadership dans le quartier se base sur ses années d'expériences d'organisateur communautaire, de chef d'un service institutionnel à fort ancrage social (le CLSC), mais également sur sa grande capacité à assurer la médiation entre le tissu communautaire, les élus et les divers intervenants dans le quartier. Sa fonction médiatrice et son volontarisme ont beaucoup joué dans le consensus ayant conduit à la mise en place de VSMS. Par ailleurs, il dispose d'un réseautage étendu lié à ses diverses activités, ce qui constitue autant de sources d'appui à la dynamique de développement du quartier. Retraité de son poste au CLSC, M. Durocher est actuellement chargé de projet pour le Chantier de revitalisation urbaine et social du quartier St-Michel.

François Baril

Curé de la Paroisse Saint-René-Goupil, M. Baril fut très actif dans les actions de développement social mais également dans la structuration du tissu communautaire du quartier. Par exemple, il sera notamment à l'origine de la Maison des jeunes par la Grand'Porte. Sa légitimité dans le quartier lui a valu d'être nommé comme le premier président de VSMS. Actuellement, il officie dans la paroisse de Mercier-Est qui fut l'une des premières tables de concertation sur l'Île de Montréal.

Léo Bricault

Léo Bricault fait partie des citoyens les plus actifs autour du développement du quartier Saint-Michel. Il fait partie du noyau de l'élite locale qui dans les années 1980 prenait beaucoup d'initiatives au profit du quartier comme la mobilisation des populations autour des nuisances causées par les carrières. Il reste l'une des personnalités marquantes du quartier du fait de son volontarisme et de sa participation à beaucoup d'organisations comme l'ADDM, le PARI. Il est propriétaire du journal Saint-Michel qui apparaît comme la mémoire du quartier. Il reste actif dans la dynamique de concertation autour de VSMS en jouant notamment sur son réseautage dans plusieurs milieux.

Michel Grégoire

Ancien directeur de la Caisse populaire, il a représenté le milieu des affaires dans la dynamique de concertation. Il aura beaucoup joué dans l'appui au financement d'initiatives dans le quartier ainsi que dans le réseautage de celui à des partenaires.

Outre le fait que les positions stratégiques des leaders leur facilitaient une insertion à divers milieux, ces acteurs partageaient une même analyse de la situation du quartier ainsi que de la nécessité de dépasser les actions isolées des uns et des autres afin d'établir un cadre de concertation dans lequel les décideurs publics ou privés seraient mis en contact avec des

acteurs locaux. Cette ambiance positive consensuelle au sein du leadership actif du quartier va permettre de mobiliser rapidement d'autres acteurs sociaux, à savoir les autres organisations communautaires, d'autres institutions présentes dans le quartier ainsi que des citoyens. Un des mandats de ce comité promoteur était d'élaborer un portrait du quartier et d'assurer une participation de tous les types d'acteurs du milieu dans la tenue d'un forum qui devait jeter les bases de VSMS.

C'est cela qui explique la mobilisation obtenue lors du forum de 1991, présenté comme le « Rendez-vous de la dernière chance » qui verra la participation de quelque 200 organisations, citoyens, intervenants, personnes ressources. Le soutien institutionnel à une telle dynamique peut se mesurer à travers l'appui du Département de santé communautaire (lequel est devenu par la suite Direction de la santé publique) dans l'élaboration du portrait du quartier ainsi que dans la mise à disposition d'un de ses agents qui va assurer le poste de premier coordonnateur de VSMS afin de faciliter l'institutionnalisation de la dynamique de concertation aux efforts menés par le quartier.

Cet appui du Département de la santé communautaire aux efforts du quartier, va beaucoup influencer l'orientation stratégique de la dynamique constitutive de VSMS. En effet, au même moment venait de démarrer l'expérience des « Villes et Villages en santé » initiée en 1984 par l'Organisation Mondiale de la Santé. Un tel programme visait à promouvoir l'élaboration de stratégies locales durables de lutte contre la pauvreté à travers une démarche de concertation entre les citoyens et les différents acteurs intervenant sur un territoire, à savoir les services publics, les élus, les organismes communautaires, le privé. Postulant le lien entre la santé et le territoire, ce programme définit une communauté en santé comme celle utilisant ses ressources pour améliorer son environnement tout en garantissant une pleine participation des acteurs du milieu ainsi que le renforcement du potentiel des citoyens. La santé est perçue dans une optique large d'amélioration de la qualité de vie, à travers une démarche négociée impliquant les divers acteurs d'un territoire. Un mouvement international des Villes et Villages en santé a ainsi été lancé. À la fin des années 1990, il regroupait plus de 3 000 municipalités dans le monde.

La force du concept de Villes et Villages en santé réside dans la mise en œuvre d'actions intersectorielles à travers un processus concerté de dialogue social à l'intérieur d'une

communauté (VSMS, 1991). Démarrée au Canada en 1987 avec le projet Ville en Santé de Rouyn-Noranda, l'expérience sera testée dans le quartier Mercier-Est avant d'être reconnue par la Ville de Montréal. C'est après-coup que le quartier de Saint-Michel s'en inspirera d'autant plus que cette expérience correspondait à l'orientation que le groupe promoteur voulait donner à une initiative d'amélioration de la qualité de vie du quartier.

C'est ce qui explique l'acceptation par le forum de 1991 de ce cadre organisationnel et stratégique déjà assez structuré, dénommé « *Vivre Saint-Michel en santé* ». À l'issue de ce grand rassemblement, une liste de recommandations va émerger, structurant la nouvelle dynamique en 11 comités de travail autour d'une vision du développement basée sur le partenariat, une logique d'action multisectorielle et enfin une démarche de revitalisation socioterritoriale. Les comités de travail initiaux concernaient : la famille, la lutte contre la drogue, la formation et l'emploi, le transport en commun, la propreté et sécurité dans les parcs, les loisirs familiaux, les services de santé, le projet « écoles », le logement, la carrière Miron et les relations multiethniques.

Actuellement, une quarantaine d'organisations et six tables d'action sectorielle liées à VSMS interviennent dans le quartier. De même, on peut noter une offre en services publics assez fournie dans divers domaines (cf. Annexe II) que ce soit les services institutionnels ou les services sociaux (loisirs, écoles, centre d'éducation, bibliothèque). Par ailleurs, si l'Église catholique devient de moins en moins présente sur le terrain du développement, par contre, la communauté pratiquante haïtienne, via différentes organisations ecclésiastiques, ne cesse d'affirmer sa présence territoriale en acquérant de nouveaux bâtiments et en se positionnant comme espace social structurant la solidarité de sa communauté.

**Tableau 15 : Offre publique, communautaire et privée
au sein du quartier Saint-Michel en 2004**

Nature de l'organisme	Effectifs
Organisations communautaires	35
Tables de concertation	6
Services institutionnels	19
Centres de loisirs	7
Écoles primaires	10
Écoles secondaires	4
Centre d'éducation pour adultes	6
Garderies et CPE	19
Jardins communautaires	4
Bibliothèques	2
Parcs	10
Églises et Paroisses	19
Journaux de quartier	2

Source : Daniel Durand, Coordinateur VSMS et « Carte-ressources de mon quartier Saint-Michel » (2001) élaborée par l'organisme Naître égaux Grandir en santé.

Toutefois, plusieurs défis se posaient à VSMS dès sa mise en place. D'abord, il s'agissait d'éviter la reproduction des difficultés auxquelles les tables de concertation sectorielle ont été confrontées relativement à l'isolement de chaque table, à la mobilisation des habitants du quartier ou encore au biais techniciste consistant à cloisonner la concertation entre les mains d'intervenants. Un tel défi prenait son importance du fait des ruptures territoriales que posaient les barrières physiques divisant le quartier en plusieurs secteurs géographiques peu intégrés. Mais le défi structurant de VSMS demeure sans conteste l'inclusion dans la dynamique d'acteurs importants comme l'élite locale traditionnelle, les commerçants et entrepreneurs, les citoyens, notamment ceux issus des communautés culturelles.

Conclusion

Cette première partie de l'étude consacrée à l'expérience de VSMS nous a permis de suivre la construction historique d'une communauté qui en arrive à devenir une composante administrative de la ville de Montréal. Fait important à noter, le processus historique nous montre bien comment la dynamique sociale à Saint-Michel s'est continuellement adaptée tant à l'environnement sociétal global de la métropole montréalaise – d'une économie axée sur l'exploitation de ressources naturelles à une économie marquée par la prédominance des activités tertiaires et manufacturières; d'une communauté fortement représentée par une population francophone et anglophone à une communauté fortement enrichie par l'apport de populations immigrantes italiennes puis haïtiennes ou nord-africaines – qu'aux évolutions administratives qu'a connues la ville de Montréal depuis l'annexion de la ville de Saint-Michel à son territoire.

La lecture des données territoriales et socio-économiques nous montre un territoire pris avec des difficultés sérieuses : problème structurel des barrières physiques (les anciennes carrières et le boulevard métropolitain), problème économique (taux de chômage et d'assistance sociale élevé, important taux de pauvreté), problèmes sociaux (plus sentis qu'étudiés puisque peu d'études portent sur la question de la cohésion sociale dans les arrondissements de Montréal).

Par contre, cette situation d'arrondissement en difficulté révèle une dynamique communautaire riche. Elle fait état d'une société civile très active qui a décidé de s'attaquer à nombre des problèmes et des défis auxquels l'arrondissement est confronté. La dernière section de ce rapport se termine sur un portrait très éclairant sur les initiatives mises en place depuis plus d'une vingtaine d'années à Saint-Michel pour trouver des solutions et mettre en place des interventions sociales ou économiques.

Cette dynamique sociale repose sur une mobilisation d'acteurs. Une mobilisation qui en vient à former un système d'action au sens où différents acteurs se concertent, travaillent ensemble pour rendre plus efficaces leurs interventions. Nous avons ainsi pu suivre le passage d'une dynamique principalement initiée par des acteurs traditionnels à une dynamique mettant en scène de nouveaux acteurs, dont des représentants du milieu

communautaire. « L'atmosphère citoyenne et la densité associative » se sont enrichies par une représentation élargie des intérêts de la population.

Cette densification et complexification des actions de la société civile nous montrent aussi un cloisonnement des interventions par secteurs d'intervention. Si le quartier est venu à se doter d'une structure de gouvernance en VSMS, cette dernière n'invalide pas l'existence d'autres lieux de concertation dans le quartier dans lesquels on retrouve certains regroupements membres de la dynamique. Dans ce même cadre, il faut également signaler la difficulté de VSMS à intégrer certaines composantes spécifiques du quartier comme la communauté des affaires ou les communautés culturelles. Enfin, il faut noter, à côté de la dynamique impulsée par VSMS, l'existence d'assemblées de quartier organisées par le Conseil d'arrondissement, qui a vu ses pouvoirs renforcés dans le cadre de la politique de défusions municipales.

Cette première étape se conclut donc sur un double constat. La communauté dispose d'outils de gouvernance, d'une expertise et de réseaux supports importants. Par contre, cette communauté donne l'impression de ne pas avoir totalement complété le travail d'intégration des forces vives de la société civile qui la composent.

La deuxième partie de notre recherche action va donc se pencher sur l'étude en profondeur de la question de la gouvernance de Vivre Saint-Michel en santé. Cette étude devrait nous permettre de mieux comprendre la dynamique politique entourant le travail de gouvernance accompli dans le quartier, les rapports que cette structure entretient avec d'autres instances de gouvernance présentes sur le territoire, dont l'instance municipale d'arrondissement.

Cette deuxième partie devrait aussi nous permettre d'apporter un éclairage sur le lien entre une intervention de coordination des interventions locales (VSMS) et la capacité réelle d'une organisation d'avoir un impact sur les problèmes et les défis, en termes par exemple d'appauvrissement des populations lié au développement d'un arrondissement d'une grande métropole.

Pour conclure, notons que la réalisation de cette première partie du projet de recherche sur VSMS nous a permis de constater un vide d'information sur certains aspects. Nous indiquons ci-dessous des pistes pour des projets de recherche à venir :

- 1- Une étude serait à réaliser sur la configuration et la portée des organisations communautaires issues des communautés culturelles.
- 2- Une recherche pourrait porter sur la configuration de l'emploi au sein des habitants occupés résidant le quartier Saint-Michel.
- 3- Une enquête serait de mise sur la place du milieu d'affaires dans le quartier, particulièrement la dynamique entrepreneuriale au sein du quartier après la fermeture des carrières.
- 4- Une étude comparative pourrait être effectuée sur les quartiers montréalais relativement à la nature de la cohésion sociale et des conflits sociaux dans les arrondissements dits en difficulté de Montréal.
- 5- Une étude manque sur la dynamique de revalorisation industrielle de la bande de terrains appartenant anciennement à la carrière Francon et longeant le boulevard Pie-IX.
- 6- Une étude serait à faire sur la base sociale du mouvement communautaire, sur la ou les gouvernance-s locale-s. Il s'agira ici d'analyser la portée du mode de gouvernance issu de la concertation locale par rapport à d'autres formes de coordination portées par des acteurs comme l'Arrondissement, l'État, ou encore le « Marché »¹⁸. L'analyse démontrera en quoi la concertation intersectorielle, territoriale et inter réseaux que promeut VSMS augure de nouvelles modalités de coordination de l'action sociale, différentes de celles promues par l'État et le Marché.

¹⁸ Au sens de l'économie néo classique.

Bibliographie

- CDÉC Centre Nord. 2003. *Profil de quartier Saint-Michel* (2001). 4p
- CDÉC Centre Nord / Ville de Montréal. 2004. *Profil du quartier Saint-Michel*. 2004. Préparé par le Groupe de travail multiréseau sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc- Extension.
- Centraide Grand Montréal. 2000. *Bâtir des communautés d'entraide et soutenir leur capacité d'agir*, 32p.
- Centraide Grand Montréal. 2003. *Portrait de territoire : l'Arrondissement Villeray / Saint-Michel/ Parc Extension*, 27p
- Favreau. L et B. Lévesque. 1999 : *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*, PUQ, 230p.
- Fontan. J-M., 1992. *Les Corporations de développement économique communautaire montréalaises. Du développement économique communautaire au développement local de l'économie*. Thèse de doctorat, Université de Montréal.
- Groupe de travail multiréseau sur les portails des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc Extension. 2001. *Profil de Saint Michel*, Décembre 2003. n p.
- Groupe Gignac communication marketing. 2004. *Étude qualitative auprès des citoyens du quartier Saint-Michel*, 43p.
- INRS-Urbanisation / Emploi Québec de Montréal. 2001. *Caractéristiques socioéconomiques et sociodémographiques du Centre local d'emploi. Fiche de synthèse Saint Michel*, Mars 2001, 17p
- Ville de Montréal. 2001. *Profil socio-économique de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel- Parc- Extension*, 12p.
- Ville de Montréal. 1992. *Plan directeur de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel et Parc Extension*, 59p
- Ville de Montréal. 2001. *Profil socio-économique de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel et Parc Extension (2001)*. 12p.
- Ville de Montréal. 2002. *Portrait de quartier sensible. Jean Rivard. Quartier de Saint-Michel*, 16p
- Vivre Saint-Michel en Santé. 1991. *Une vision du quartier*, 29p.
- VSMS. 1996. *Coup d'œil sur Saint-Michel. Portrait du quartier Saint-Michel*, 57p.

Internet

Source : <http://www.arrondissement.com/villeraystmichelparcextension> (données Journal Communautaire: Le Monde)

Source : CLSC Saint-Michel, Caractéristiques de la population, Direction de santé publique de Montréal : www.santepub-mtl.qc.ca/Portrait/Clsc/michel/michel.html

Annexe I
Liste des personnes interviewées

Pierre Durocher, Ancien directeur CLSC Saint-Michel (1984-2003), actuellement chargé de projet pour VSMS

Daniel Durandleau, Coordonnateur de VSMS

André Bergeron, premier Coordinateur de VSMS : 1990- 1992

Guy Drudy, ancien Directeur succursale du Centre de services sociaux Jarry

Chantal Grandchamp, Ancienne directrice CECRG, 2ième coordinatrice de VSMS

Léo Bricault, Journal Saint-Michel, PARI

Curé François Baril, Paroisse Saint- René-Goupil, 1^{er} président de VSMS

Lotfi Hiari, Aliment'action

Donald Midi, directeur Maison de la Famille

Hamid Karti, Mon Resto

Claude Bricault, président du CA de VSMS

Marjorie Villefranche, Maison d'Haïti

Annexe II

Liste de l'offre publique, communautaire et privée au sein du quartier Saint-Michel

<i>Organisations communautaires : 41</i>	<i>Domaines d'activités</i>
ATD Quart Monde	Défenses des droits et lutte à la pauvreté
1,2,3 GO St Michel * ¹⁹	Concertation et mobilisation du quartier autour de la petite enfance
Aliment' action St Michel*	Concertation autour des problèmes de sécurité alimentaire
Alliance théâtrale haïtienne	Formation théâtre pour jeunes
AQDR St Michel	Actions de soutien pour les aînés
Association musicale JS	Formation musicale, aide au devoir pour les jeunes
Au coin de l'entraide	Distribution de vêtements
Bonjour aujourd'hui universel	Services de l'entretien ménager pour les aînés
Buffet insère- Jeunes	Insertion socioprofessionnelle pour jeunes
CRAES	Association haïtienne d'alphabétisation
Centre Éducatif Communautaire René-Goupil	Soutien aux familles démunies, soutien à la recherche d'emploi, au logement
Carrefour populaire St Michel	Éducation, alphabétisation, soutien aux malades mentaux
Centre communautaire des Aînés	Centre de loisirs pour aînés
Centre communautaire La Patience	Dépannage alimentaire et distribution de vêtements
Centre Sécurité Qualité Vie	Sécurité, entraide, recyclage, animation de secteur
Entraide bénévole Kouzin-Kouzin	Soutien familial, aide au devoir, jumelage famille (Haïtien)
Entraide St Michel	Activités pour personnes avec problèmes de santé mentale
GAP VIES	Prévention du VIH et de l'hépatite
Habitation terrasse ST- Michel	Logement communautaire
Hébergement 9335	Appartements supervisés pour les jeunes de 18-25 ans
Joujouthèque	Prêt de jouets et soutien familial
L'intégrale	Services pour les jeunes avec une déficience intellectuelle
La TOHU	Spectacles et Loisirs
Maison d'Haïti	Formation couture, alphabétisation, soutien familial
Maison de la famille	Halte-garderie et groupes de parents
Maison de répit la Ressource	Activités pour jeunes avec déficience intellectuelle
Maison des jeunes par la Grand' porte	Loisirs, journal, garderie, aide alimentaire
Mon Resto	Restaurant populaire, groupes d'achats, cuisines collectives, halte-garderie
Naître Égaux grandir en santé *	Soutien aux jeunes mamans
OPDS St Michel	Défense des droits sociaux
PARI St Michel	Aménagement résidentiel, défense de l'environnement du quartier
Fondation Carrefour Enfance Famille	Aide aux devoirs et activités avec jeunes de 6 à 12 ans
Relais des jeunes mères	Appartements supervisés pour mamans de moins de 20 ans
Tandem Montréal	Activités de sensibilisation pour une plus grande sécurité dans le quartier
VSMS*	Concertation intersectorielle
Fédérations des associations de Familles monoparentales et recomposées du Québec*	Table de concertation sectorielle
Lire...Ecrire...Grandir Ensemble à Saint-Michel *	Table de concertation sectorielle

¹⁹ * 6 organisations communautaires sous forme de tables de concertation

Objectif jeunesse	Appui aux jeunes
Popote roulante	Alimentation
Regroupement des aidantes et aidants naturels	Appui social

<i>Eglises et Paroisses : 19</i>
Assemblée de Dieu indépendante
Association des leaders évangélistes de Montréal
Église de Dieu St. M
Église de Dieu Jarry
Église des premiers chrétiens
Église évangélique Baptiste Shéba
Église évangélique haïtienne de l'A.C et M
Église haïtienne de Montréal
Église Nazaréende St M.
Église vérité et Sagesse
Église vie nouvelle
Espoir en Jésus G.Int. Inc
Haïtien Christian Mission
Paroisse Notre- Dame de la Merci
Paroisse St-Bernadin
Paroisse Sainte-Lucie
Paroisse Saint-Mathieu
Paroisse Saint-René-Goupil
Paroisse Ste-Bernadette
<i>19 Services institutionnels</i>
Ministère des relations avec les Citoyens et de l'Immigration
Office municipal de l'habitation de Montréal
Poste de quartier 29
Arrondissement V- St M.- P. Extension
CLSC- CHSLD St Michel
CDEC centre Nord
Commission scolaire de Montréal
Commission sportive Mtrl Concordia
CREP
Bureau accès Montréal
Centre Local d'emploi
Service d'aide aux réfugiés et aux immigrants
Éco quartier
Direction de la santé publique
Protection du consommateur
Protection du citoyen
Commissaire aux plaintes
Centre de ressources humaines Canada
Registraire de l'état civil

<i>Garderies et CPE : 19</i>
CPE Au Galop
CPE Le Camélia
CPE Le Petit Cheval
CPE Lieu des Petits de St Michel
CPE Populaire St Michel
CPE Soleil Joyeux
Garderie A moi mes enfants
Garderie Amiens
Garderie Bonheur d'occasion
Garderie Éducative Bélair
Garderie Francine
Garderie le Jardin de Mickey
Garderie les enfants du XXIème siècle
Garderie Métro ST Michel
Garderie Moussaillons
Garderie Piccolo Mondo
Garderie Poussinet
Garderie Royaume d'Aladin
Garderie St Michel
<i>10 Écoles primaires</i>
École Bienville
Gadbois
Sainte-Dorothy's
École Léonard de Vinci
École Marie River
École Montcalm
École St-Bernadin
École Sainte-Lucie
École Saint-Mathieu
École St-Noël Chabanel
<i>4 Écoles secondaires</i>
École François Perrault
École J.FK
École Louis J.Papineau
Institut Reine- Marie
<i>7 Centres de loisirs</i>
Centre Saint-Damasse
Centre Saint-Mathieu
Centre de gymnastique
Centre récréatif St-René-Goupil
Chalet Sainte-Lucie
Fédération des loisirs
Loisirs Saint-Bernardin

<i>2 Journaux de quartier</i>
Journal communautaire Le Monde
Journal Saint-Michel
<i>3 Fondations</i>
Centraide
Chagnon
McConnell

Annexe III
Glossaire

Famille monoparentale : un parent seul qui vit avec ou sans ses enfants jamais mariés, quel que soit leur âge.

Famille à faible revenu : famille consacrant au moins 20 % de leurs revenus de plus que la moyenne aux biens de première nécessité (nourriture, logement et habillement) (Statistique Canada).

Personnes inactives : personne âgée de 15 et plus et qui, durant la semaine ayant précédé la période de recensement n'étaient ni occupées ni en chômage.

Personne occupée : personne âgée de 15 et plus et qui durant la période de recensement avait fait un travail quelconque contre rémunération ou à leur compte ou qui étaient temporairement absentes de leur travail.

Population active : personne âgée de 15 ans et plus, qui était soit occupée, soit en chômage pendant la période du recensement.

Taux d'activité : pourcentage de la population active totale par rapport à la population âgée de 15 ans et plus.

Taux d'emploi : pourcentage de la population active occupée par rapport à la population totale de 15 ans et plus.

Taux de chômage : pourcentage de la population active en chômage par rapport à la population active totale

Source : INRS-Urbanisation/Emploi Québec de Montréal. 2001. Caractéristiques socioéconomiques et sociodémographiques du Centre local d'emploi. Fiche de synthèse Saint Michel, Mars 2001, 17p

Annexe IV
Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS
